

# Le MR ne croit pas en une "suédoise 2"

*"Si le PS revient, il faudra le confédéralisme."*

JAN JAMBON

13 OCTOBRE 2014  
Le ton était donné dès le départ par le vice-Premier ministre N-VA: les nationalistes ont peur que les socialistes francophones ne détricotent en 2019 les réformes socio-économiques de la "suédoise".

*"La N-VA reste un parti nationaliste flamand. Personne ne se promène soudainement avec un pull tricolore au siège du parti. Le communautaire reviendra sur la table après 2019."*

HENDRIK VUYE

LE 13 AVRIL 2015  
A l'époque chef de groupe N-VA à la Chambre, le député Hendrik Vuye a, depuis lors, été désigné par Bart De Wever pour peaufiner le programme communautaire du parti.

*"On sait que la N-VA est pour une régionalisation accrue d'une part, et une évolution vers plus d'Europe d'autre part, et là-dedans on doit voir comment évolue la Belgique. Mais j'évitais personnellement de préciser des dates."*

BART DE WEVER

LE 6 JANVIER 2016  
Pour le patron de la N-VA, seul le timing reste un peu flou.

*"On ne peut pas fixer une année pour la fin de la Belgique. Mais on constate une évaporation progressive de la Belgique après chaque réforme de l'Etat qui survient tous les dix ans environ. Donc, la logique, c'est d'avoir la prochaine réforme de l'Etat en 2021."*

VEERLE WOUTERS

16 JANVIER 2016  
Députée fédérale N-VA, classée parmi les flamings "durs".

*"La suppression du Sénat, ça, c'est écrit dans les astres. Il n'y a plus que Christine Defraigne pour croire qu'il a encore un avenir."*

HENDRIK VUYE

15 JANVIER 2016  
Dans une interview à "La Libre", le penseur du confédéralisme à la mode N-VA a désigné ses cibles. Il vise aussi très clairement la monarchie.

*"J'espère que la Belgique n'existera plus en 2025."*

LIESBETH HOMANS,

LE 6 JANVIER 2016  
La ministre flamande des Affaires intérieures n'a pas caché ses intentions dans une série d'anticipations sur la Belgique montée par la VRT.

Les petits exercices de musculation flaminguante auxquels se livrent Bart De Wever et quelques barons nationalistes inquiètent plus les réformateurs qu'il n'y paraît. La N-VA affûte actuellement son programme confédéraliste en vue d'un prochain round institutionnel. Rien d'étonnant, c'est dans leur ADN. Mais ce n'est pas sans conséquence. Les probables revendications de la N-VA aux prochaines législatives rendent incertain un éventuel copier-coller du gouvernement Michel en 2019. "On n'a pas vocation à gouverner *ad vitam* comme seuls francophones", reconnaît un MR.

## Une simple "parenthèse enchantée" ?

Se maintenir dix ans au fédéral sans le PS, tuer l'adversaire historique en l'asphyxiant, les stratèges libéraux osent à peine en rêver. "Avec le durcissement du discours communautaire de la N-VA, on sent bien qu'on ne pourra pas s'asseoir simplement à un coin de table et parapher un nouvel accord pour la reconduction automatique de la 'suédoise'. La majorité actuelle pourra

n'être qu'une parenthèse enchantée, confie un décideur MR. *Quoi qu'il arrive, il faudra au minimum repasser par la nomination d'un informateur, d'un formateur, par des négociations de plusieurs semaines, des phases de dramatisation, avant que la N-VA puisse accepter de repartir pour une nouvelle législature sans communautaire.*

## "Affamer le PS"

C'est tout le paradoxe : si la N-VA veut absolument négocier un big bang confédéraliste, elle aura besoin des socialistes à ses côtés pour atteindre la majorité nécessaire à la révision de la Constitution. "Notre stratégie est d'affamer le PS en le privant du pouvoir au fédéral afin de le pousser à accepter une réforme de l'Etat en 2019 en échange de son retour au gouvernement", expliquait récemment un nationaliste flamand de la frange dure.

Mais il y a aussi une bonne part de show politique dans l'annonce d'une nouvelle réflexion sur le confédéralisme commandée par le président De Wever au

député et constitutionnaliste Hendrik Vuye : rassurer les flamings les plus radicaux qui pourraient être tentés par un retour au Vlaams Belang. L'extrême droite flamande fait rugir le "Vlaamse Leeuw" à chaque congrès. "Je suis certain d'une chose, note avec ironie une source libérale au gouvernement fédéral, c'est que la N-VA aura du communautaire dans son programme aux prochaines élections... Mais c'était déjà le cas en 2014 et, pourtant, elle a mis les réformes de l'Etat de côté pour cinq ans. Depuis, elle s'en tient à cette ligne. Ce qu'elle a pu faire passer une fois à sa base, elle pourra le refaire passer une deuxième fois."

## La "suédoise 2" tuée dans l'œuf

Il y a une loi d'airain en politique : le rapport de force au soir des élections peut tout changer. Si la N-VA triomphe en 2019, les autres partis flamands devront la suivre dans ses probables demandes de plus d'autonomie pour la Flandre. Si le Nord du pays fait bloc, les francophones devront s'aligner sous peine de provoquer une longue et pénible crise politi-

que. S'ils rentrent dans le jeu, c'est le retour du PS au fédéral et la "suédoise 2" sera tuée dans l'œuf. Par contre, si les nationalistes subissent une défaite importante, les formations traditionnelles – le CD&V, l'Open VLD, le SP.A – seront tentées de renvoyer les tribulations de la politique belge dans l'opposition. Ce serait le retour du "business as usual"...

Au fait, tous les libéraux ne fantasment pas sur la reconduction de la majorité fédérale. En effet, le petit plaisir très libéral d'énervier pour cinq ans de plus Elio, Laurette et Paul a un coût : celui d'une victoire à la Pyrrhus. Pour la reconduction de six ou sept portefeuilles fédéraux, pour l'éventuel maintien de Charles Michel au "16" (on peut imaginer qu'il y pense...), c'est la Région wallonne, la Région bruxelloise et la Fédération Wallonie-Bruxelles qui échapperaient à nouveau aux griffes réformatrices. "On a bien conscience qu'on ne peut plus se permettre d'être exclu du pouvoir régional, analyse un fin connaisseur du MR. C'est là que se trouvent les compétences les plus concrètes pour les gens. Au fédéral, ce sont des dossiers plus abs-

*traits. Mais le PS voudra évidemment revenir au fédéral en échange d'un deal pour les Régions."*

**"Le PS doit faire sa Perestroïka"**

La tentation est donc la suivante : que le PS monte au fédéral, la belle affaire... Du moment que le MR se retrouve partout aux manettes en 2019 ! En Wallonie, notamment, les réformateurs se posent la question des alliances. *"Pour 2022, il y aura de grands efforts budgétaires à accomplir* (date de la fin de mécanismes de solidarité intrabelges, Ndlr). *Un gouvernement wallon de salut public MR-PS est possible pour réaliser ces efforts sur les finances régionales, commente un élu wallon. Mais faire une alliance avec un PS qui reste aussi ringard, c'est difficile pour nous. Par exemple, il n'a toujours pas mis fin à la politisation en Wallonie. Le PS doit faire sa Perestroïka. Mais la priorité numéro 1 pour le MR, c'est de devenir le premier parti aux élections."*

Un autre libéral wallon résume l'équation complexe à laquelle le MR fait face : *"Il y a deux clefs de compréhension. D'abord, les résultats du gouvernement Michel*

*en matière économique. S'ils sont réellement bons, ce sera difficile de changer l'attelage MR/N-VA au fédéral. Mais l'autre clef, c'est la Wallonie : difficile pour le MR de refuser un éventuel accord de majorité avec le PS."*

**Les militants comprendront...**

Tout ça pour ça ? Par appétit du pouvoir ou simple instinct de survie, le parti de Charles Michel sera-t-il prêt à s'asseoir sur la revanche qu'il a prise en 2014 sur la domination historique des socialistes ? Comment aller vendre ça aux militants libéraux, dont la grande majorité "ne peut pas piffer les sociaux", comme on dit dans les sections locales ? *"Ça, ce n'est pas un problème, affirme une autre source MR. On a la chance d'avoir des militants à qui on peut expliquer que la situation politique impose certains choix. En 1999, par exemple, ils étaient très contents lorsqu'on a goupillé les alliances Arc-en-ciel avec le PS et Ecolo en renvoyant les sociaux-chrétiens dans l'opposition pour la première fois depuis des décennies..."*

**Frédéric Chardon**